



Dynamique des structures agraires hongroises. Quels profils d'exploitation se dessinent ?

Perrine Vandembroucke, Istvan Feher

► To cite this version:

Perrine Vandembroucke, Istvan Feher. Dynamique des structures agraires hongroises. Quels profils d'exploitation se dessinent ?. *Economie Rurale*, 2011, 5-6 (325-326), pp. 100-113. hal-00871103

HAL Id: hal-00871103

<https://hal.science/hal-00871103>

Submitted on 17 May 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Perrine Vandenbroucke et István Fehér

Dynamique des structures agraires hongroises. Quels profils d'exploitation se dessinent ?

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Perrine Vandenbroucke et István Fehér, « Dynamique des structures agraires hongroises. Quels profils d'exploitation se dessinent ? », *Économie rurale* [En ligne], 325-326 | septembre-décembre 2011, mis en ligne le 17 octobre 2013, Consulté le 14 février 2012. URL : <http://economierurale.revues.org/index3279.html>

Éditeur : Société Française d'Économie rurale

<http://economierurale.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://economierurale.revues.org/index3279.html>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

Cet article a été téléchargé sur le portail Cairn (<http://www.cairn.info>).



Distribution électronique Cairn pour Société Française d'Économie rurale et pour Revues.org (Centre pour l'édition électronique ouverte)

© Tous droits réservés

Dynamique des structures agraires hongroises

Quels profils d'exploitation se dessinent ?

Perrine VANDENBROUCKE • Laboratoire d'études rurales, Lyon
Istvàn FEHÉR • Université Szent Istvàn, Gödöllő, Hongrie

Introduction

En 2005, 92 % des exploitations agricoles hongroises avaient une surface inférieure à 10 hectares (ha) et occupaient 10 % de l'espace tandis que 0,3 % des exploitations agricoles avaient une surface supérieure à 300 ha et couvraient 5 % de l'espace¹. Depuis 2004, dans un cadre politique, réglementaire et économique commun au sein de l'Union européenne, la résistance de cette dualité des structures de production pose question. Tant pour des préoccupations d'emploi rural que pour des questions de compétitivité des unités de production, la question de la structure agraire reste donc centrale. Quels sont les profils d'exploitation agricole qui se dessinent en Hongrie ? Quels sont les changements que la mise en œuvre de la Politique agricole commune a introduits ? Notre réflexion est guidée par l'hypothèse centrale que la structure agraire duale non seulement se maintient, mais qu'elle se recompose et se consolide. Après un retour sur le contexte économique et institutionnel de la transformation agricole hongroise, nous nous appuyons sur un diagnostic agraire mené dans une petite région en périphérie de Budapest pour appréhender les trajectoires croisées des exploitations agricoles étudiées. Nous élargissons ensuite la réflexion sur les questions que cela pose aux modèles européens de développement agricole².

1. Office central des statistiques (KSH), 2005. Est comptabilisée dans la statistique toute exploitation de plus de 0,15 ha, ou de plus de 0,05 ha pour les vergers et vignobles.

2. Cet article a été réalisé avec la contribution de Gilles Bazin dans l'accompagnement de l'étude de Master et de Jean Pluvillage dans la formulation des hypothèses.

Rétrospective sur vingt années de transformations économiques et institutionnelles

1. 1980-1994

Démantèlement progressif de la structure productive collectiviste

Le système collectiviste hongrois reposait sur l'association entre les structures collectives, sociétés d'État et coopératives de 4 000 à 15 000 ha, et la production privée dans les « *háztáji* », jardins individuels des coopérateurs. Sur une surface de 0,50 ha, ceux-ci concentraient les productions intensives et exigeantes en main-d'œuvre (maraîchage) alors que dans les grandes structures étaient cultivées les productions mécanisables à grande échelle (céréales). Or dès le début des années 1980, cette organisation est fragilisée par la baisse des soutiens publics. Cela contribue à assouplir les règles de la production privée qui se développe jusqu'à représenter 40 % en valeur de la production agricole totale en 1989 (Erdök *et al.*, 2004). D'après l'Office central des statistiques hongrois, la structure agraire en 1990 est ainsi composée de sociétés d'État (26 % de la SAU), de coopératives (60 % de la SAU), et d'un secteur privé (14 % de la SAU). Le démantèlement du système collectiviste focalise les préoccupations autour de la délicate question de la propriété foncière dans une tension entre coopérateurs et anciens propriétaires.

Le processus de restitution s'organise par mise aux enchères de bons de compensation entre 1991 et 1994 dans un compromis entre valorisation du travail dans les coopératives et restitution des droits de propriété (Maurel, 1994). Deux millions de Hongrois, soit un cinquième de la population, devien-

Tableau 1. Répartition du budget du nouveau programme hongrois de développement rural 2007-2013 (répartition par axes)

Axes et orientations du programme de développement rural 2007-2013	Répartition du budget prévisionnel
Restructuration agricole et agroalimentaire	45 %
Programme agro-environnemental	31 %
Qualité de vie, diversification des activités, programme Leader	24 %

Source : ministère de l'Agriculture, NHRDP, 2007-2013.

nent propriétaires et la Hongrie compte 1,4 million d'exploitations agricoles en 1990.

2. Emergence d'un nouveau cadre institutionnel et commercial

Ouverture progressive du marché agricole

Dans le cadre des engagements de la Hongrie au cycle de l'Uruguay Round de 1986 à 1994 puis des négociations de pré-adhésion à l'Union européenne, le marché des produits agricoles, très protégé jusque 1991, ouvre ses frontières. La production agricole hongroise diminue, mais la balance commerciale agricole hongroise reste excédentaire, cas d'exception dans les pays d'Europe centrale et orientale (PECO). La mise en place en 2004 des organisations communes de marché génère une hausse des flux avec les pays de l'UE au détriment de la Hongrie dans un premier temps. Mais depuis 2005 la situation s'inverse et le solde de la balance commerciale agricole et agroalimentaire augmente rapidement.

Redéfinition des orientations de la politique agricole

Du fait de la refonte d'un système fondé sur les soutiens aux prix, à l'exportation et aux investissements, le budget pour la politique agricole a été faible sur la période 1990-2002. Les mesures ciblées ont changé au gré des alternances politiques entre réhabilitation des structures productives (1995-1998), et développement d'exploitations familiales (1998-2002). La mise en œuvre progressive de la politique agricole commune stabilise les orientations et entraîne une hausse considérable du budget agricole, qui est multiplié par 3 entre 2000

et 2006. Le programme SAPARD engagé en 2002, suivi du Programme opérationnel de développement rural (ARDOP) et du Plan national de développement rural (NRDP) pour la période 2004-2006 ont représenté un apport conséquent dans l'économie agricole hongroise, d'autant que la priorité a été de financer la restructuration agricole et agroalimentaire plutôt que les infrastructures rurales (Bazin, 2007). Depuis 2004, la répartition des soutiens du premier pilier s'organise au prorata des surfaces³ via le Système d'aides directes simplifié (SAPS), paiement direct unique à l'hectare majoré d'un complément national pour certaines productions. Avec un financement européen de 3,8 milliards d'euros pour la mise en œuvre du Nouveau programme hongrois de développement rural 2007-2013, la Hongrie est le 8^e pays bénéficiaire sur les 27 pays européens. L'accent est de nouveau mis sur la restructuration agricole et agroalimentaire et sur le volet agro-environnemental qui prend une place croissante (tableau 1).

3. Des transformations majeures

Une véritable recomposition économique et sociale

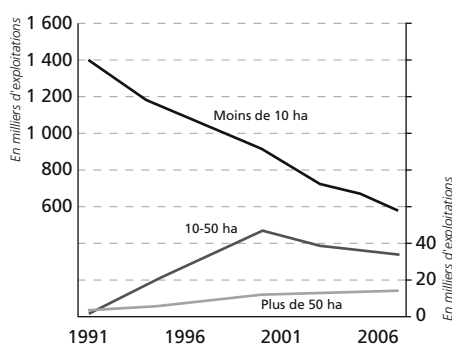
Dans ce contexte de renouvellement des cadres politiques, réglementaires, commerciaux, la place de l'agriculture dans l'économie hongroise a beaucoup diminué. Elle ne représente, de fait, plus que 3 % du PIB en 2005 pour 12,5 % en 1990, même si le secteur agroalimentaire reste stratégique

3. Toute parcelle de plus de 0,3 ha est comptabilisée et une surface minimale d'un hectare par exploitation est requise.

dans l'économie (12,1 % du PIB en 2005). L'emploi agricole qui représentait 17,1 % de l'emploi total en 1990, n'en représente plus que 5 % en 2005, ce qui suggère une baisse du poids social de l'agriculture. Mais lors du micro-recensement de la population en 2005, 20 % de la population déclarait pratiquer une activité agricole à titre de hobby, en complément ou en activité à temps plein⁴. L'agriculture semble donc encore occuper une place importante dans le revenu diversifié des ménages ruraux.

Un bouleversement structurel

Graphique 1. Évolution du nombre d'exploitations agricoles par catégorie de taille (1990 à 2005)



Source : Office central des statistiques (2005)

Entre 1990 et 2005, le nombre d'exploitations agricoles a été divisé par deux (*graphique 1*). Cette importante restructuration agraire a concerné principalement les exploitations de moins de 10 ha, qui restent cependant largement majoritaires en nombre. La hausse du nombre d'exploitations entre 10 et 50 ha continue entre 1990 et 2000 et est brusquement interrompue en 2000, phénomène que nous tenterons d'expliquer. En revanche, le nombre d'exploitations de plus de 50 ha poursuit une croissance constante, qui se concentre surtout sur la catégorie d'exploitations entre 100 et 300 ha dont le nombre augmente de 50 % entre 2000 et 2005.

4. Office central des statistiques, micro-recensement de la population (2005).

Peut-on y voir le signe d'une consolidation de formes économiques et sociales analogues au schéma ouest-européen ? Alors que l'approche statistique apparaît insuffisante dans l'appréhension des évolutions structurelles, nous proposons ici de saisir les dynamiques à l'œuvre à partir d'un travail d'enquêtes dans une petite région agricole.

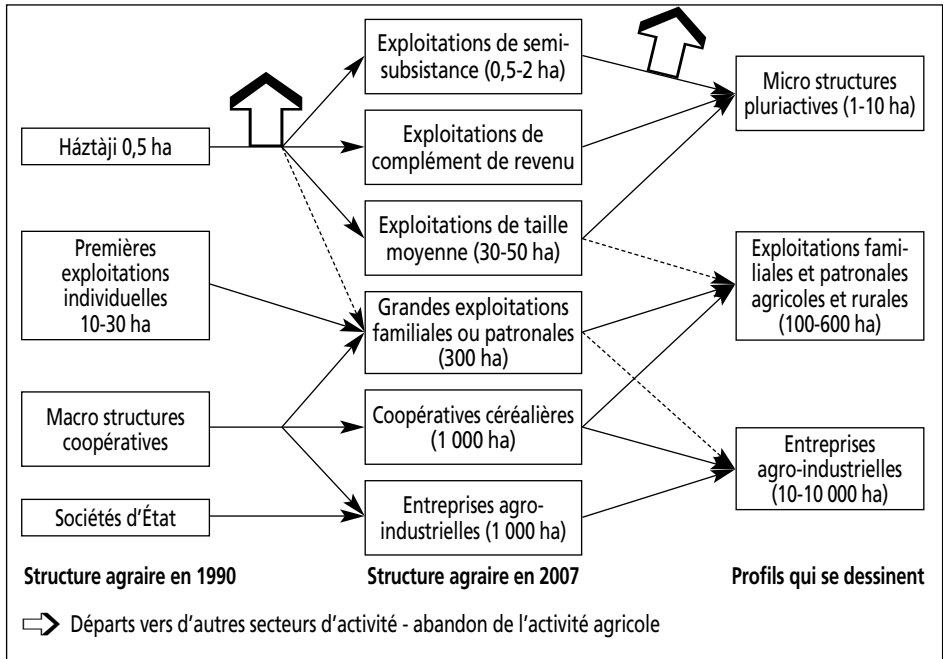
Trajectoires croisées dans la région de Veresegyház

1. Méthode et terrain d'analyse

La petite région de Veresegyház se situe dans une zone de collines sablo-limoneuses à 30 km au nord-ouest de Budapest. Elle couvre huit communes et est caractérisée par une grande diversité de productions : maraîchage dans les zones humides en fond de vallon, arboriculture et viticulture sur les versants orientés sud-sud-est, petits élevages diversifiés (porcins, laitiers, avicoles et caprins) dont les produits sont valorisés sur le marché de proximité et enfin les productions céréalières qui occupent la majeure partie de la surface agricole. Les résultats discutés ici s'appuient sur un corpus de 60 entretiens menés en 2007 dans le cadre d'un diagnostic agraire (Vandenbroucke, 2007). Une première phase d'analyse historique à l'échelle de la petite région a permis de repérer les mécanismes de différenciation agraire et d'identifier la diversité des systèmes de production en présence (Cochet, 2005). Nous appuyant sur un échantillon de 35 exploitations agricoles, nous avons ensuite calculé et modélisé les revenus dégagés par chacun des huit types de systèmes de production identifiés, passant pour cela par l'étude de leurs conditions d'accès aux facteurs de production et par la décomposition de leur fonctionnement technique (Cochet et Devienne, 2006). Nous aborderons ces résultats par l'entrée des trajectoires structurelles.

La spéculation foncière dans cette zone périurbaine, la proximité du marché et la

Figure 1. Trajectoires croisées des exploitations agricoles de la zone de Veregyház entre 1990 et 2007



Source : les auteurs

spécificité des trajectoires de démantèlement des coopératives engendrent des évolutions propres au terrain étudié. Tout en tenant compte de ces spécificités, nous nous appuyons sur des entretiens complémentaires dans des zones voisines, dans le village de Kózard et dans le Tokaj pour tenter de proposer une grille de lecture générique sur les dynamiques de la structure agraire hongroise.

2. Trajectoires croisées

Nous distinguons nettement dans l'analyse de la structure agraire les parcours de petites et moyennes exploitations héritières des jardins individuels des coopérateurs, et de grandes exploitations aux formes structurales et aux systèmes d'activités très divers. Dans une approche prospective, trois grands profils d'exploitations agricoles semblent se dégager (figure 1) :

- des microstructures pluriactives,
- des exploitations familiales ou patronales agricoles et rurales,
- des entreprises agro-industrielles.

3. Recomposition et consolidation de grandes exploitations

Des sociétés d'État aux grandes entreprises agro-industrielles

Entre 1990 et 1992, les sociétés d'État, fragilisées par les restrictions budgétaires des années 1980, sont rachetées dans une phase d'investissement privé et étranger massif. Dans la zone étudiée, la ferme d'État de Dunakeszi est rachetée à 98 % par un investisseur belge. Les 2 % restants sont rachetés par un investisseur hongrois, ancien directeur d'une autre société d'État de transformation d'herbes aromatiques. Exploitant 90 ha en location à bail, cette entreprise s'est spécialisée dans la production de lavande (65 ha) et elle a maintenu un verger de cerisiers (25 ha) hérité de la ferme d'État. Les activités agricoles de cette SARL représentent moins de 20 % du CA, soit un poids économique faible par rapport à l'industrie de transformation, l'import et l'export. Cela s'est aussi observé dans le Tokaj : l'intégration dans la filière agroalimentaire, y compris sur les marchés à l'export, est carac-

téristique de ce type de structures, que nous qualifierons d'entreprises agro-industrielles. SA ou SARL⁵, propriétaires de capital et gérants sont souvent distincts avec parfois des capitaux étrangers. Les continuités avec la structure antérieure sont faibles, tant dans le choix des productions, les itinéraires techniques, que dans la composition de la main-d'œuvre qui a été réduite à quelques techniciens et ingénieurs, aidés ponctuellement par une main-d'œuvre saisonnière locale.

Le démantèlement des coopératives

Nous illustrerons les étapes du démantèlement à partir du cas étudié de la coopérative de Galgamácsa.

En 1991, la macrostructure coopérative composée de trois centres agricoles, de plusieurs industries locales et de 8 500 ha de SAU et forêts, est démantelée dans le processus de restitution/compensation. Les activités industrielles périssent rapidement, d'anciens grands propriétaires réinvestissent leurs domaines privilégiant les activités équestres aux activités agricoles, et les activités agricoles sont réorganisées autour d'unités de production spécialisées. Dans un contexte de crise renforcée par la chute du cours des céréales, plusieurs unités de production sont reprises individuellement par d'anciens cadres de la coopérative. Seules deux unités se maintiennent en gestion coopérative⁶ : un élevage laitier en décapitalisation progressive de 1991 à 2007 et la coopérative de grandes cultures de Galgamácsa. Celle-ci cultive 1 800 ha loués à plus de 2 000 propriétaires rémunérés en blé ou maïs (1/3) ou en équivalents moné-

taires (2/3). Des baux de 11 ans ont récemment été remplacés des locations annuelles afin d'avoir accès aux subventions agro-environnementales. Entre 1990 et 2007, le gérant et les coopérateurs sont restés les mêmes avec une baisse de la main-d'œuvre au fur et à mesure des départs en retraite. La surface par actif est ainsi passée de 35 à 80-85 ha/actif, et le rythme de croisière est évalué à 120 ha/actif (pour 200 à 400 ha/actif dans le cas de reprises individuelles). Le surplus de main-d'œuvre est employé dans des services agricoles externes (10 à 20 % du CA hors subventions).

En 1999, une SARL, dont les coopérateurs sont actionnaires est créée pour faciliter la gouvernance de l'entreprise. Cette SARL loue à la coopérative l'ancien matériel et le foncier, et la capitalisation après 1999 se fait à son propre compte. Aucun investissement n'a été fait dans la coopérative entre 1990 et 2000, mais la mise en œuvre de la PAC avec des subventions proportionnelles à la surface et sans plafonnement stimule la restructuration totale de l'appareil de production sur la période 2000-2007. Cumulés, ces paiements s'élèvent en 2006 à 350 K€/an, soit plus de 10 fois le revenu fiscal brut. L'entreprise apparaît donc étroitement dépendante d'un système de soutien public. Dans l'hypothèse d'une baisse des soutiens à l'agriculture en 2013, ses perspectives sont à évaluer à l'aune d'une intégration croissante dans la filière, tant du point de vue de la gestion des risques liés à la production que de la transmission du capital de la SARL. Avec la prise de valeur capitalistique croissante de l'activité agricole, nous pouvons en effet envisager un scénario où les parts seraient rachetées par les négociants céréaliers, situation observée par ailleurs.

Suivant les histoires locales, les parcours de ces coopératives sont très divers. Dans le village voisin de Hevizgyörk, la *faluszövetkezet* (coopérative du village) a gardé un rôle de coordination des petites exploitations maraîchères, sous la forme de contractualisation en amont des produits phyto-

5. Les statuts de KFT et RT correspondent aux statuts français de Sociétés à responsabilité limitée et de Sociétés anonymes.

6. La loi de coopérative unifiée de 1992 acte la réorganisation juridique des coopératives. Les actifs sont redistribués aux coopérateurs suivant leurs apports initiaux et leur contribution à la valeur ajoutée. Ce statut leur donne la liberté de récupérer leurs parts pour s'installer, mais la pratique est rare, faute de capitaux.

nitaires, du suivi technique et services agricoles mécanisés. D'autres encore ont saisi les objets de la multifonctionnalité (tourisme, terroir, qualité) pour devenir des pôles structurants du développement local comme c'est le cas pour la coopérative de Kózard.

Les grandes exploitations familiales et patronales

Dans la région, le retrait des coopératives a laissé le champ libre au développement de grandes exploitations individuelles, familiales ou patronales de 400 à 600 ha. Héritiers de grandes propriétés ou anciens cadres des coopératives, les agriculteurs avaient en général développé la production individuelle dès l'assouplissement de 1980 en intensifiant la production du jardin familial ou en louant à la coopérative des unités peu rentables pour elle. La situation de rupture des années 1990 est une période privilégiée pour l'« affairisme » dont ils ont pleinement tiré profit. Par le mécanisme des bons de compensation ou par rachat de parcelles de 50 à 100 ha à prix faibles, ils agrandissent leurs surfaces d'exploitation à une vitesse moyenne + 20 à 26 ha/an entre 1990-2005, dont 50 à 100 % en faire-valoir direct. La consolidation générale des différentes formes structurelles depuis l'entrée dans l'UE freine largement ce processus.

Se formant par des voyages individuels en Europe de l'Ouest, les agriculteurs s'appuient sur ces modèles pour se développer. Le gérant de l'exploitation laitière présentée ci-dessous a, par exemple, fait plusieurs voyages au Danemark entre 1990 et 2000 et reste conseillé par un nutritionniste danois. Pour un autre exemple, le père, ex-gérant de la coopérative, a exploité en grandes cultures puis racheté 400 ha entre 1990 et 2000. Le fils, après avoir suivi l'équivalent d'un BTS dans le lycée agricole voisin, s'est installé en GAEC avec son père en reprenant 200 ha par ailleurs. L'adaptation hongroise du statut fiscal du GAEC, terme mentionné en français par les agriculteurs, l'unité terre-travail-

capital, les processus de transmission et les parcours de formation illustrent l'influence ouest-européenne dans la recherche d'une nouvelle organisation sociale agricole.

Les opportunités générées autour du « développement rural » sont largement mobilisées par ces exploitations comme le montre l'exemple étudié de l'exploitation patronale laitière. En effet, au rythme des programmes de développement rural successifs, l'exploitation a mené de front entre 1990 et 2007 :

- le développement d'un système d'élevage de 300 vaches laitières, automatisé et à hautes performances techniques ;
- l'acquisition foncière de 450 ha de surface agricole et forêts en s'appuyant notamment sur la spéculation dans cette zone périurbaine ;
- le développement d'un système de livraison directe du lait par camionnettes réfrigérantes (2002-2006) : 2 millions de litres par an sont vendus en direct en 2007 ;
- l'installation d'un atelier de transformation pour diversifier son offre (2006) ;
- la mise en place d'un système de brûlage des pailles pour le chauffage de la commune en projet (2007-2008).

La réimplantation de porcs de la race traditionnelle de Mangalica dans la coopérative de Kózard ou le développement à Galgahéviz d'un complexe associant un éco-village, la transformation de yaourts, et un atelier de maraîchage biologique révèlent la spécificité de la mobilisation du programme de développement rural en Hongrie. Le logo de l'UE en évidence sur le portail, ces exploitations font figure de « fermes modèles », symbole de l'intégration réussie des nouveaux enjeux de l'innovation en milieu rural. Souvent très employeuses (26 salariés dans le cas étudié), elles peuvent être des centres pour le développement local, d'autant que les échanges avec les autres exploitations locales sont denses (services, main-d'œuvre temporaire, fumier).

4. Trajectoires éclatées des jardins familiaux des coopérateurs

Une restructuration massive

Le démantèlement des coopératives s'est traduit dans la zone d'étude par la rupture des liens économiques, techniques et sociaux qui existaient entre les structures collectives et les *háztáji*, jardins individuels des coopérateurs.

Cela a conduit d'abord à l'isolement technique et social des coopérateurs, aucune institution n'ayant encore efficacement pris le relais pour tous les aspects de formation et de conseil. De plus, la rupture des circuits commerciaux en amont (services, intrants) et en aval (garantie de commercialisation) les a considérablement fragilisés. C'est dans ce contexte qu'il faut analyser la restructuration massive de ces petites exploitations depuis 1990. Plus de la moitié des petits agriculteurs rencontrés sont des personnes âgées pour lesquelles l'activité agricole a un rôle principalement d'autoconsommation. Avec quelques animaux (porcs, volailles), un jardin (0,2 à 0,5 ha) et une parcelle de céréales destinée à l'alimentation animale (1-2 ha), ils travaillent avec des niveaux d'équipements faibles et dans des conditions de travail pénibles (peu ou pas de mécanisation). Les niveaux de valorisation du travail sont très inférieurs au revenu moyen. Leur maintien masque ainsi des situations de précarité sociale. Il dépend du dynamisme des autres secteurs de l'économie et de l'évolution des mesures de protection sociale. Une analyse statistique fine de ces micro-exploitations montre que 59 % des exploitations produisent ainsi uniquement pour l'autoconsommation sur des surfaces moyennes de 0,6 ha (Hamza et Tóth, 2007). Nous mesurons ainsi l'ampleur potentielle de la poursuite de la restructuration agricole.

Résistances et recompositions de micro-exploitations

En revanche, nous avons aussi observé qu'une partie de ces très petites exploitations

(1/3) engageait une dynamique de pérennisation de l'activité agricole. Sur des surfaces de 1 à 6 hectares en vergers, en maraîchage, en productions porcines ou avicoles, ces micro-exploitations dégagent des revenus agricoles moyens annuels de l'ordre de 1,5 à 5 k€/exploitation, qui représentent 10 à 50 % du revenu familial global. Leur capacité de résistance repose sur plusieurs éléments.

- L'existence d'un statut fiscal spécifique À la fin des années 1980, le statut d'*őstermelő* (« producteur original ») est conçu comme un statut fiscal « de transition » : les producteurs dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 650 € sont exemptés de taxes. Faisant l'objet de dérives et abus avec la superposition d'unités fiscales dans les ménages pour éviter les impôts sur le revenu, il est fortement remis en cause. Son maintien permet toutefois la relative maîtrise de ce pan de l'économie, qui pourrait sinon passer entièrement au rang de l'économie informelle.

- Un avantage structurel comparatif sur les secteurs d'agriculture intensive : la compétitivité de ces micro-exploitations pour les secteurs d'agriculture intensive reste un avantage comparatif. Mais pour de très faibles volumes, ces productions ne semblent pérennes que sous condition d'une insertion dans une organisation collective, formelle ou informelle telle par exemple la coopérative d'arboriculteurs d'Örbottyán. Héritiers ou acheteurs de « rangées » (1 500 à 5 000 m²) dans les vergers de la société d'état (abricotiers, pommiers, pêchers), ces agriculteurs se sont organisés sous l'impulsion d'un ancien technicien de la société d'État qui garde un rôle de conseiller pour coordonner les travaux agricoles mécanisés. Cette organisation est fragilisée par les contaminations sanitaires entre parcelles dans un conflit entre ceux qui investissent dans l'entretien et le renouvellement de la plantation et ceux qui la considèrent comme l'héritage d'un jardin, mais le collectif permet toutefois l'accès aux services agri-

cole à moindre coût, et un renouvellement technique.

- La valorisation des produits sur le marché de proximité : dans cette zone périurbaine, la proximité d'un marché urbain, la sensibilité croissante des consommateurs à la qualité des produits alimentaires et la valeur patrimoniale d'une « petite agriculture » génèrent un potentiel de marché important pour les petites exploitations. Sur le marché local, les prix de vente pratiqués sont équivalents à 1,5 fois les prix du marché des grossistes pour la framboise par exemple. Producteurs de fruits rouges et maraîchers qui commercialisaient sur ces marchés dès leur création à la fin des années 1970, ont été particulièrement préparés à se saisir de ces niches. Ces opportunités de marché restent toutefois cantonnées au marché local, voire au marché noir pour les viandes ou les spiritueux. En effet, si une grande souplesse est appliquée jusqu'à présent sur la question des mises aux normes en vente directe, cela pourrait les pénaliser à terme.

- La pluriactivité dans les ménages et les familles élargies apparaît comme un fait majeur du fonctionnement de ces exploitations. Nous en identifions deux formes.

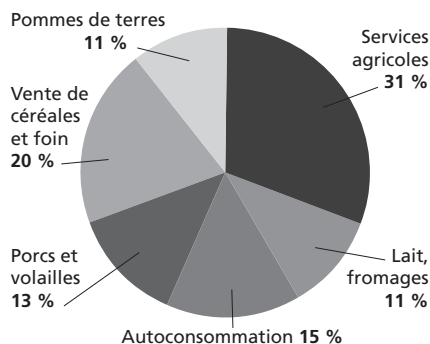
1. L'activité agricole peut dans certains cas assurer un complément de revenu à des situations familiales précaires : emplois partiels, retraites faibles. Ces exploitations couplent autoconsommation et quelques productions commercialisées sur le marché local, fruits, légumes, parfois coupés et épluchés, œufs et viande de porc transformée sur le marché noir. Elles fonctionnent sur une grande solidarité intergénérationnelle dans l'organisation du travail et les investissements. Le revenu agricole représente 30 à 50 % de leur revenu. Les activités sont coordonnées par les grands-parents retraités et les générations suivantes sont associées pour les travaux lourds, les travaux saisonniers ou le commerce.

2. Dans d'autres cas, l'activité agricole est un pôle d'activité complémentaire à de petites entreprises patronales d'artisanat ou de services (bâtiment, garage, maçonnerie). La production agricole est alors principalement destinée au marché, et souvent spécialisée. Ce système repose sur une optimisation saisonnière de la main-d'œuvre et permet de valoriser des avantages spécifiques liés à la double compétence dans les échanges sur le marché local. Par exemple, un exploitant-garagiste s'équipe au fur et à mesure d'achat-réparation-revente de machines d'occasion allemandes. Ces exploitations sont mieux équipées et elles assurent une activité de services agricoles dans les très petites structures. Le revenu agricole représente 10 à 50 % des revenus du ménage. Ces formes spécifiques de micro-entreprises sont une clef de lecture du fonctionnement de la société hongroise, y compris dans d'autres secteurs d'activités, comme le souligne la densité de très petites entreprises en Hongrie (Ferrier, 2002).

- Les interdépendances au sein d'une économie locale et périurbaine : de par cette pluriactivité, le maintien de ces exploitations est très lié au dynamisme des autres secteurs de l'économie locale (économie résidentielle, tourisme, construction). De plus, les interdépendances entre les petites et les grandes exploitations restent fortes, observées sous diverses formes d'échanges informels à l'amont et à l'aval (main-d'œuvre, fumier, foncier, intrants) dans la zone d'étude. Ainsi la structure socio-économique locale est-t-elle un élément déterminant de la résistance des petites exploitations.

- Une relative autonomie par rapport aux politiques agricoles : les paiements directs, entre 100 et 500 €/exploitation en 2006, représentent de 10 à 20 % du revenu agricole pour les exploitations étudiées. Ce ratio pourrait s'élever entre 50 et 70 % en 2013,

Graphique 2. Répartition de la valeur ajoutée brute dans une exploitation de 30 à 50 ha en polyculture-élevage



Source : les auteurs.

soit un complément conséquent à des revenus agricoles faibles. Dans le second pilier, les micro-exploitations sont concernées par une unique « mesure de transition »⁷, à laquelle aucune exploitation étudiée n'avait souscrit, par manque d'information, par non-éligibilité ou par inadéquation des objectifs de la mesure. Ainsi à l'échelle nationale, ces exploitations sont peu soutenues. En période de politique agricole faible et de crise économique, elles constituent des formes résistantes, aux stratégies d'adaptation complexes.

La difficile consolidation des moyennes exploitations

Dans la zone d'étude, quelques petites exploitations se sont lancées dans des stratégies d'agrandissement sur la période entre 1998-2002, consolidant une catégorie d'exploitations de 30 à 60 ha en polyculture-élevage bovin. Dotées d'un équipement acheté d'occasion, elles emploient 2 à 3 actifs familiaux à temps plein. Leurs revenus agricoles compris entre 4 et 6 K€/an représentent 50 à 80 % des revenus du ménage. Le fonctionnement de ces structures

s'appuie, comme dans le cas précédent, sur la multiplicité des sources de revenu dans les familles élargies, la diversification des productions agricoles, la valorisation des produits sur le marché de proximité et l'interdépendance avec les très petites exploitations en particulier qui sont leur clientes pour les services agricoles. La valeur ajoutée brute agricole se répartit en effet de la manière suivante (voir le *graphique 2* ci-contre).

Ainsi, les sources du revenu agricole sont encore très diversifiées et nous n'observons pas un processus de spécialisation laitière comme cela a pu l'être en France dans les années 1950 pour ce type de structures. Cela conduit à interroger les facteurs liés à l'encadrement structurel de ces exploitations dans l'accès au marché, au foncier, au crédit ou à la formation.

Les situations foncières de ces exploitations sont précaires, et ceci en particulier dans la zone périurbaine. En effet, les prix moyens du foncier ont été multipliés par 1,5 entre 1998 et 2004 dans la zone étudiée (en euros constants 2006, le prix moyen est passé de 820 €/ha en 1998 à 1 200 €/ha en 2004), et le système de parcelles indivises de 50 à 100 ha complique le processus d'accès à la propriété. Comme le statut du fermage peine à se consolider (Fehér, 2007), elles exploitent principalement en locations annuelles. Or l'accès au foncier est une condition de garantie requise pour l'accès aux subventions ou au crédit.

Le développement de ces exploitations semble donc largement conditionné par les possibilités d'asseoir leur situation foncière. Elles ont bénéficié sur la période 1998-2002 d'une politique agricole nationale de soutien aux petites exploitations familiales avec des subventions aux investissements à hauteur de 40 %. Avec l'entrée dans l'UE, les paiements directs représentent 40 à 50 % du revenu agricole total de l'exploitation. L'accès à d'autres subventions telles les mesures du second pilier varie selon les

7. Par des financements de 1 500 €/an sur 5 ans, cette mesure a pour objectif d'accompagner ces exploitations dans la transition vers une économie de marché.

capitaux financiers, sociaux et humains de l'exploitant agricole pour l'accès à l'information puis l'écriture du dossier.

On observe ainsi une tension entre la marginalisation d'un grand nombre de ces exploitations, à laquelle contribue la barrière de la mise aux normes, et quelques trajectoires d'agrandissement vers les grandes exploitations familiales précédemment décrites. Mais au vu de la consolidation agraire générale, le potentiel d'émergence de telles grandes exploitations est réduit par rapport aux années 1990. Ceci pourrait expliquer la baisse observée dans les statistiques pour la catégorie de 10 à 50 ha depuis 2000. Quelle est la place pour le maintien et le développement d'exploitations moyennes dans la configuration socio-économique hongroise ?

Une dualité qui se renforce Vers quels modèles agricoles ?

Cette analyse des trajectoires croisées nous amène à formuler l'hypothèse que la dualité des structures agraires, plus encore qu'un héritage structurel, tend à se renforcer. Plusieurs arguments viennent à l'appui de cette hypothèse.

1. Deux facteurs clefs de la dualité : la PAC et le foncier

La PAC : un projet structurel fort

La Hongrie a fait le choix politique d'un soutien aux grandes exploitations, et se traduit dans les modalités d'application de la PAC. À l'échelle de l'échantillon, la concentration est de l'ordre de 90 % du volume de subventions dans moins de 10 % des exploitations. Les raisons de ce choix sont économiques et politiques. Compte tenu du poids stratégique de la production de matière première, la consolidation de grandes structures compétitives sur un marché européen était un enjeu prioritaire. De plus, la question agraire garde un caractère politique fort, avec des lobbys très présents dans la définition des orientations.

Les paiements directs sont la mesure dont l'accès est le plus égalitaire. Mais, par ce système proportionnel à la surface, non plafonné et accompagné d'un complément pour les cultures céréalières, les niveaux de subventions sont multipliés par 10 entre deux exploitations de 30 et 300 ha. Cela décuple ainsi les capacités d'agrandissement et d'investissement et accélère le processus de concentration foncière.

Les subventions du second pilier sont très inégalement réparties par le jeu de différents mécanismes.

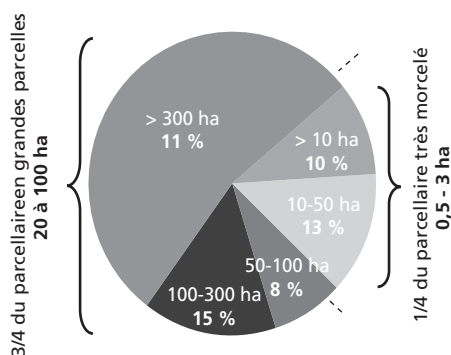
- La définition des critères d'éligibilité exclut beaucoup d'exploitations par des exigences portant sur les garanties foncières et financières, la formation de l'exploitant, ou la « viabilité économique » de l'exploitation.
- Les mesures agro-environnementales, guidées par des objectifs de performance en surfaces, contribuent à accroître les écarts structurels. Elles ont en effet été définies sous la forme de contrats environnementaux garantissant un paiement proportionnel à la surface de 100 à 200 €/ha suivant le niveau d'engagement. Le trop large succès de ces mesures (20 % de la SAU en 2006) a donné lieu à une hausse des exigences pour 2007-2013.
- La logique de candidatures « par projet » est conditionnée par les capacités d'investissement et les compétences en ingénierie d'écriture de projet pour lesquelles il n'y a pas de dispositif d'accompagnement public.
- Le dernier axe Leader suscite des attentes, mais selon les jeux d'acteurs locaux, les impacts sur la structure agraire peuvent être faibles. Par exemple, dans la zone rurale isolée de Kózdard, le programme LEADER + a principalement bénéficié à trois grandes exploitations engagées dans la valorisation des produits du terroir, le développement d'activités d'accueil pédagogiques et la dynamisation du tourisme. Les impacts sont positifs pour la collectivité, mais ne modifient pas la structure agraire.

Dans une étude sur les effets du programme SAPARD⁸, les auteurs avaient mis en évidence la tension et le paradoxe entre un souci de l'UE de concentration des aides au développement rural pour une meilleure efficacité dans leur utilisation et un objectif social de répartition (Baukó et Gurzó, 2001). Alors que la redéfinition des objectifs de la PAC autour du référentiel de multifonctionnalité avait laissé entrevoir des opportunités pour les petites et moyennes exploitations en renouvelant les critères d'évaluation de la performance des exploitations (Laurent, 2004), cette étude montre que l'introduction en Hongrie de la multifonctionnalité comme norme exogène s'inscrit dans d'autres schémas de référence structurels. Le profil de grandes « entreprises rurales » qui se développe bouscule les représentations d'une agriculture européenne à deux volets entre une agriculture productive de grandes exploitations et une agriculture territoriale de petites exploitations. Cela rejoint le questionnement mené en Pologne par Darrot (2008) sur la pertinence de ce référentiel de la « multifonctionnalité » dans l'appréhension des problématiques de la paysannerie polonaise.

Le foncier : une partition duale des surfaces agricoles

Dans son analyse, Pouliquen (2004) a montré que la faible régulation du marché foncier favorisait une résistance de la dualité de la structure agraire. Or, plus encore que l'absence de régulation, la structure même du parcellaire semble jouer un rôle majeur. En effet, les trois quarts du foncier sont exploités en Hongrie par les exploitations de plus de 50 ha (graphique 3). Or l'analyse des transferts entre les exploitations étudiées met en évidence que l'espace agricole est organisé de manière duale. D'une part, les

Graphique 3. Répartition de la SAU suivant les catégories d'exploitations en 2005



Source : Office central des statistiques, 2005.

micro-parcelles de 0,5 à 3 ha, exploitées par les structures de moins de 50 ha, font l'objet de transferts des micro-exploitations vers les exploitations de 30-50ha, éventuellement vers des exploitations de 50-100 ha si les parcelles sont jointives. D'autre part, des parcelles de 20 à 100 ha, parfois en propriété indivise⁹, transitent principalement des coopératives en difficultés vers les exploitations patronales et familiales, avec des processus de concentration agraire illustrés précédemment.

Ainsi, le jeu de ces deux facteurs qui sont la politique agricole et le jeu foncier nous conduisent à émettre l'hypothèse que la recomposition de la dualité observée dans la petite région de Veresegyház constitue plus qu'un phénomène localisé.

2. Résistance ou recompositions durables des microstructures?

Au vu de leur poids numéraire, la disparition totale des petites et moyennes exploitations ressort de toute évidence de la longue durée, surtout qu'elles ont une grande capacité de

8. *Special Accession Programme for Agriculture and Rural Development.*

9. Établie en 1991 pour éviter une hyper-fragmentation parcellaire, la propriété indivise peut réunir sur jusqu'à 100 propriétaires par parcelle de 100-200 ha. Ceux-ci peuvent récupérer individuellement leur parcelle à des coûts de transaction élevés (géomètres, huissiers). La propriété indivise couvre 1/5^e de la SAU nationale.

résistance dans les situations de crise. Mais l'analyse montre aussi que, dans la zone périurbaine étudiée, des formes de petites exploitations pluriactives se recomposent, performantes en termes de productivité du travail, de production par hectare ou de gestion de systèmes d'activités complexes, et cependant en dehors des canons de « viabilité ». Comme cela a pu être effectué en Albanie (Biba et Pluvinage, 2006), ne faut-il pas revisiter un modèle de développement où elles sont considérées comme des formes en transition¹⁰ pour envisager que sous certaines conditions de localisation, de marché, elles puissent constituer un modèle de développement ? La situation périurbaine crée ici une rente de proximité qui rend cette pluriactivité très efficace en termes de création de revenus. Les formes d'insertion économique par la valorisation touristique ou la contractualisation avec une industrie locale identifiées dans des zones plus rurales (Csaki *et al.*, 2008) peuvent se révéler moins rémunératrices et masquer des situations de pluriactivité subie dont la résistance tiendrait alors au dynamisme économique global.

3. Vers une convergence de la structure agraire ?

Le gonflement statistique de la catégorie de 100 à 300 ha et la consolidation de formes sociales analogues aux modèles ouest-européens avec l'unité terre-travail-capital peuvent apparaître comme les indicateurs d'une convergence structurelle vers un modèle d'exploitation familiale modernisée, avec une réduction de la dualité par écrêtement des extrémités comme cela avait pu être le cas en France dans les années 1960. Cependant, l'analyse a montré que ce scénario est peu probable et que ces

exploitations ont davantage vocation à rester une forme structurelle parmi d'autres. À l'appui de cette hypothèse, nous notons la relative résistance des formes de salariat dans l'emploi agricole total : 67 % en 2001 pour 80 % en 1992. Alors que les sociologues hongrois achoppent sur la définition du caractère familial, que les économistes discutent la pertinence de l'exploitation familiale comme optimum économique (Fertő et Fogarasi, 2005), la pertinence du modèle fondateur de la PAC se trouve remis en cause en Hongrie. Or, cela se fait l'écho de débats à l'Ouest autour de l'avenir des exploitations agricoles (Cochet, 2008 ; Séronie, 2007). En effet, la hausse globale de la valeur des matières premières agricoles, le changement des rapports capital/travail avec des niveaux de productivité du travail beaucoup plus élevés que dans les années 1970, la séparation croissante entre le foncier, le capital et le travail et l'inversion de la tendance à la hausse du salariat en agriculture sont autant d'indicateurs d'une remise en cause en Europe de l'Ouest de l'entreprise « néo-artisanale » comme forme spécifique d'insertion de l'agriculture dans le système capitaliste (Servolin, 1970).

Conclusion

En l'espace de vingt ans, la structure agraire hongroise a ainsi été profondément transformée, tant dans l'organisation et les formes sociales qui ont émergé, dans les rapports de propriété foncière et capitaliste, que dans les cadres institutionnels et réglementaires qui se sont mis en place. Assez paradoxalement, la mise en œuvre de la PAC en Hongrie, conçue autour d'une hypothèse de convergence vers des formes économiques et sociales analogues à l'Europe de l'Ouest, semble concourir à la cristallisation d'une structure agraire duale. Les profils qui émergent montrent en effet, dans cette zone périurbaine, des recompositions structurelles originales entre les

10. Un statut fiscal de « transition », la dénomination « mesure de transition » en sont révélateurs. La transition est pensée comme le passage vers une intégration à l'économie de marché (ministère de l'Agriculture, NRDP, 2004-2006).

trois pôles que constituent le ménage, le territoire, la production (Laurent et Rémy, 2000). Cela invite à renouveler les grilles de lecture des transformations structurelles à l'œuvre en Europe de l'Ouest¹¹. Faut-il voir dans la recomposition de la dualité un phénomène spécifique à l'histoire hongroise et à la zone périurbaine étudiée ou une remise en cause plus large du para-

digme de l'exploitation familiale à l'échelle de l'UE ? ■

11. Voir la thèse en cours de P. Vandenbroucke sous la direction de J. Pluvinae, *Transformation de l'unité de production agricole, d'une exploitation sectorielle à une exploitation agricole territoriale*, Laboratoire d'études Rurales, Université Lyon 2, 2007-2010.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Bazin G. (2007). *Politique agricole commune à l'Est : premiers résultats. Le courrier des pays de l'Est*, n° 1063, p. 11-21.
- Baukó T., Gurzó I. (2001). *Dilemmas in Agricultural and Rural Development in Hungary: The EU Accession Partnership and the SAPARD Programme. European Urban and Regional Studies*, n° 8, <http://eur.sagepub.com/cgi/content/abstract/8/4/361>, consulté le 19/03/09.
- Biba G., Pluvinae J. (2006). *La pluriactivité dans l'exploitation agricole, transition ou composante durable de l'organisation de la production en Albanie. Cahiers d'Agricultures*, vol. 15, n° 6, p. 535-541.
- Cochet H. (2005). *L'agriculture comparée, genèse et formalisation d'une discipline scientifique*. Paris, Institut National Agronomique Paris-Grignon, 87 p.
- Cochet H., Devienne S. (2006). *Fonctionnement et performances économiques des systèmes de production agricole : une démarche à l'échelle régionale. Cahiers d'études et de recherches francophones / Agricultures*, vol. 15, n° 6, p. 578-583.
- Cochet H. (2008). Vers une nouvelle relation entre la terre, le capital et le travail. *Études foncières*, n° 134, p. 24-29.
- Csaki C., Forgács C., Milczarek-Andrzejewska D., Wilikin J. (2008). *Restructuring market relations in food and agriculture in Central and Eastern Europe: Impacts upon small farmers*. Budapest, Regoverning markets: Small-scale producers in modern agrifood markets, 321 p.
- Darrot C. (2008). La voie paysanne polonaise, une chimère structurelle qui déconcerte l'Europe « Centre ». *Autre part*, n° 48, p. 97-114.
- Erdök J., Fehér G., Kunst P., Varga Z. (2004). *History of hungarian agriculture and rural life 1848-2004*. Budapest, ministère de l'Agriculture et du Développement rural, 145 p.
- Fehér I. (2007). *Review of the transitional restrictions maintained by new Member States with regard to the acquisition of agricultural real estate in Hungary*. Gödöllő, CEPS, Center for European Policy Studies.
- Ferrier O. (2002). *Les très petites entreprises*. Bruxelles, De Boeck Université, 360 p.
- Fertő I., Fogarasi J. (2005) *The choice of Farm Organization. A Hungarian Case*. Providence, Annual Meeting of the American Agricultural Economics Association, 16 p.

- Hamza E., Tóth E. (2007). Types of private holdings and their role in subsistence of rural population in Hungary. *Agricultural Economics*, n° 53 (4), p. 194-199.
- Laurent C., Rémy J. (2000). L'exploitation agricole en perspective. *Courrier de l'environnement*, n° 41, p. 5-24.
- Laurent C. (2004). Diversité des formes d'activité agricoles et des destinataires des aides de la PAC. In Delorme H., « La politique agricole commune. Anatomie d'une transformation », Paris, Presses de Sciences Po, p. 213-239.
- Maurel M.-C. (1994). *La transition post-collectiviste, mutations agraires en Europe Centrale*. Paris, l'Harmattan, coll. « Pays de l'Est », 368 p.
- Ministère de l'Agriculture et du Développement rural (2007). *NHRDP New Hungary Rural Development Programme 2007-2013*. Budapest, 672 p.
- Ministère de l'Agriculture et du Développement rural (2004). *NRDP National Rural Development Plan 2004-2006*. Budapest, 222 p.
- Office central des statistiques hongrois KSH (2000-09). *Agriculture Statistical Yearbook*. Budapest, en ligne www.ksh.hu
- Office central des statistiques hongrois KSH (2005). *Mikrocensus 2005*. En ligne http://www.mikrocensus.hu/mc2005_eng/index.html, consulté le 19/12/2009.
- Pouliquen A. (2004). *L'élargissement de l'Union européenne aux PECO : réflexions sur les derniers développements et les perspectives*. Séminaires « Les paysanneries du monde », Paris, AgroParisTech, 7 p.
- Séronie J.-M. (2007). *L'exploitation agricole flexible*. Les cahiers CER France, Paris, Centres d'Économie Rurale, 36 p.
- Servolin C. (1970). L'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste. In Tavernier Y., Gervais M., Servolin C., « L'univers politique des paysans dans la France contemporaine », Paris, Presses de la FNSP, Armand Colin, p. 41-77.
- Vandenbroucke P. (2007). *Dynamique et durabilité des exploitations agricoles dans la zone périurbaine de Budapest*. Master « Mondialisation et dynamiques rurales comparées » encadré par Bazin G., Paris, AgroParisTech/Paris X-Nanterre, 143 p.